

Le grand débat national

CHAVILLE – RENCONTRES PUBLIQUES GRAND DÉBAT NATIONAL - ATRIUM

COMPTE RENDU DES PROPOSITIONS DE LA RÉUNION DU 7 MARS THÈME : DÉMOCRATIE & CITOYENNETÉ

INSTITUTIONS ET VOTATIONS

- Pour pallier des rendez-vous démocratiques (élections) trop espacés, et un regard citoyen trop distant, **mettre en place des moments de consultation des citoyens** au cours desquels les élus rendraient compte de leur action.
- **Introduire le principe d'une représentation proportionnelle lors des élections (divergences exprimées en séance sur l'idée d'une proportionnelle intégrale ou partielle**, cette dernière étant présentée comme garante d'une stabilité des institutions et d'une capacité à gouverner). L'idée est avancée de l'émergence d'une 6^e République qui soit plus représentative de la pluralité de la société française et plus respectueuse de l'équilibre des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire ; une autre suggère que les élections présidentielles et législatives se déroulent aux mêmes dates.
- Prendre en compte le vote blanc lors des élections, en y associant le cas échéant le principe du vote obligatoire (mais des avis divergents sont formulés sur ces deux sujets).
- **Prévoir la tenue de referenda nationaux** de nature à renforcer l'influence des citoyens sur les décisions prises, notamment aux dépens des "lobbies". Éclairer les cadres respectifs du référendum et du droit à la pétition ; et imaginer par ailleurs d'autres formes de démocratie participative.
- **Réduire l'empilement des collectivités territoriales et procéder à une réingénierie totale de leurs compétences.** Définir des prérogatives claires pour chacune.
- **Étudier les modalités permettant à des citoyens non élus d'être associés à des décisions publiques.** De manière complémentaire, prévoir que le statut des citoyens tirés au sort dans ce cadre soit du même ordre que celui qui prévaut pour les jurés d'assises. Mais cette perspective de tirage au sort est parfois contestée au motif qu'elle serait contraire à l'idée même d'ouverture d'esprit et de débat.

STATUT DES ÉLUS

- Réduire le nombre d'élus dans les assemblées. Et améliorer les conditions de contrôle de leurs dépenses.
- Limiter la capacité donnée aux élus de cumuler des rétributions en lien avec leur cumul de mandats ou de responsabilités. Ou contraindre le cumul de mandats.
- Augmenter les indemnités de maire et de conseiller municipal, notamment en dehors des grandes métropoles. Limiter les écarts d'indemnités entre les différents élus.
- Instaurer des statuts d'élus et des conditions de renouvellement de mandat garantissant leur conscience permanente du monde réel, et leur compétence.
- Renforcer encore la moralisation de la vie politique et économique (cf. exemplarité des élus et des dirigeants d'entreprises). Imaginer des peines d'indignité nationale aux dépens d'un élu de la République pris en défaut majeur / grands principes de civilité républicaine.

CITOYENNETÉ

- **Mettre en place le service civique obligatoire, lieu d'intégration et de mixité sociale.** Sur un registre plus large, favoriser aussi l'engagement citoyen, éventuellement avec attrait fiscal à la clé.
- **Développer les opportunités de sensibilisation, d'éducation, de formation / sens civique** (droits et obligations du citoyen, aptitude à l'échange et au débat, comportements sociaux sur les réseaux et plates-formes Internet). **Fixer des principes de régulation forte pour le fonctionnement des réseaux sociaux.**
- **Renforcer l'instruction civique à l'école ainsi que l'aptitude à débattre** (par exemple sur les valeurs de la République) **et la sensibilisation aux enjeux démocratiques**, notamment - sur ce dernier point - au regard de l'emprise croissante des réseaux sociaux sur les consciences.
- Saisir les occasions de nature à cultiver l'attachement aux symboles de la République (liberté, égalité, fraternité), en particulier lors des grandes dates historiques de notre calendrier.
- Prévoir pour chaque citoyen (salarié le cas échéant) une disponibilité de temps lui procurant l'opportunité de se former au débat.
- Utiliser, à l'initiative de chacun, tous les vecteurs de la société susceptibles d'informer et de former aux enjeux démocratiques et à la citoyenneté (associations, organisations non gouvernementales, partis politiques, syndicats, media, réseaux sociaux...).

LA NATION AU SERVICE DU CITOYEN

- Dans un contexte de fractures sociales et territoriales, renforcer l'adhérence de la Nation vis-à-vis des citoyens, notamment par la généralisation des Maisons de service public et la fin du Tout numérique "on est des animaux sociaux". **Un cri du coeur : Halte au Tout-numérique. Place à l'Humain !**

“VIVRE ENSEMBLE”

- **Accroître tous les moyens opérationnels qui alimentent le lien social** (accès au service public), **favorisent le décroisement et la cohésion de la société** (logements sociaux), **animent la vie associative** (contrats aidés), **réfrèment les vellèités de communautarisme, promeuvent les relations inter-générationnelles, garantissent la sécurité au quotidien** (police de proximité).
- Instituer des quotas d’immigration, dans une approche européenne et dans un état d’esprit dépassionné.
- Poursuivre, en l’accentuant le cas échéant, la formation sur le fait religieux, en toute objectivité et dans le respect des principes français de séparation de l’église et de l’État.